

(1940-42, 50)

4284

505 27617

Aménagement de la gare de Quimper

Dépêche du M.T.P. à la SNCF	5.12.40		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	10. 5.41		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	12. 9.41		
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.	6.11.41		
Dépêche du M.T.P à la S.N.C.F.	16. 7.42	manque	
C.A.	18. 1.50	22 V	1°

- V.D. 9321. - Opérations immobilières à Quimper -(Remaniement des installations de la gare)

18 janvier 1950

3724



QUESTION V - Projets

p.22

M. PORCHEZ précise que les projets qu'il se propose de soumettre au Conseil figurent dans le budget d'investissement de 85 milliards environ adressé au Ministre des Travaux Publics et des Transports. Si ce budget était réduit à 57 milliards, les deux premiers de ces projets seulement pourraient être maintenus, avec d'ailleurs des dotations réduites et tout juste suffisantes pour poursuivre l'exécution de quelques travaux.

1°) Remaniement des installations de la gare de Quimper

M. PORCHEZ commente les dispositions du projet.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT insiste sur la nécessité d'échelonner les travaux en fonction des ressources escomptées. Ces travaux, à son avis, ne devraient être poursuivis qu'à concurrence du produit des emprunts remboursables par surtaxes.

M. ZOETZE s'informe du délai d'exécution des travaux, de la date des échéances de paiement et plus particulièrement du montant approximatif des travaux prévus pour 1950.

M. PORCHEZ précise que le projet a été fractionné en un certain nombre de phases de manière à grever le moins possible les exercices à venir. Il compte achever en 1950 les travaux engagés en 1949 : la dépense prévue pour 1950 atteindra vraisemblablement 40 à 43 M. et permettra l'achèvement de la halle à marchandises ainsi que l'acquisition de terrains indispensables à la poursuite des travaux.

Le Conseil approuve le projet.

.....

14-4-4

RB.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

Le 16 AVR 1949

N O T E

pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration  
au sujet du projet de remaniement avec améliorations de  
la gare de QUIMPER

-----

Les installations de la gare de QUIMPER, dont l'insuffisance était notoire, devaient être améliorées suivant un projet établi en 1937 en accord avec la Chambre de Commerce et la Municipalité.

Ce projet, approuvé par Décision Ministérielle du 16 juillet 1942 comportait l'amélioration des services voyageurs (allongement des quais, construction d'un passage souterrain, de marquises et d'abris, aménagements intérieurs du bâtiment des voyageurs, construction d'un bâtiment pour les divers services et déplacement du bâtiment des messageries pour création d'une gare routière) et celle du service marchandises (création d'une cour de débord et remaniement des voies de service).

Le financement qui, outre des participations de la Ville et de la S.N.C.F. comportait un emprunt de la Chambre de Commerce gagé par surtaxes, fut approuvé par Décret du 3 avril 1942.

Les hostilités ont empêché l'exécution du programme de travaux prévu et les autorités d'occupation ont profondément transformé les aménagements de la gare et du dépôt pour assurer un trafic spécial de guerre. Un faisceau de garage et de triage avec tiroir dit "de l'eau blanche" a été établi en bordure de la voie paire, côté SAVENAY. Ce faisceau, dont les voies sont insuffisantes pour les trains commerciaux, se trouve séparé de la halle et du débord par les voies principales.

D'autre part, QUIMPER étant gare centre pour les transports en régime accéléré, la situation actuelle (croquis I) présente les inconvénients suivants :

a) VOYAGEURS

Les quais sont trop étroits et de longueur insuffisante (un seul à 300m) voyageurs et bagages circulent à niveau par les mêmes passages planchiés. Les aménagements intérieurs du bâtiment qui sont anciens se prêtent mal à l'important trafic que la gare doit assurer pendant la période balnéaire notamment.

.....

b) MARCHANDISES

La halle est insuffisante pour faire face à l'ensemble du trafic et les voies de service sont trop courtes pour une bonne exploitation.

En conséquence, la S.N.C.F. a été conduite à revoir complètement les dispositions de la gare (croquis II) pour les adapter aux nécessités actuelles, tout en donnant aux Collectivités des avantages équivalents à ceux que devaient leur apporter les dispositions antérieurement prévues.

Le présent projet prévoit :

a) Voyageurs

L'allongement et l'élargissement des quais avec accès par passage souterrain ainsi qu'un aménagement rationnel du bâtiment des voyageurs: hall central, regroupement des bagages "arrivée et départ".

Un emplacement sera réservé à la gare routière à proximité du B.V. côté ouest.

b) Marchandises

L'agrandissement de la halle et la construction à proximité d'un bureau marchandises permettra de faire disparaître un ensemble de bâtiments vétustes et qui ne correspondent plus aux besoins actuels. Les faisceaux (réception et triage) seront allongés, pourvus d'une butte avec poste mécanique et moyennant un déplacement des voies principales, situés du même côté que hall et débord.

c) Dépôt

Les installations d'entretien du dépôt seront complétées par l'établissement de fosses de visites et de descente d'essieux et d'une aire de nettoyage au jet. Les mouvements d'entrée et de sortie seront améliorés et un bâtiment "Mouvement" sera construit à proximité pour remplacer l'ancien, mal situé près de la remise à machines. Un cabinet médical sera établi en annexe du corps de garde.



Les dépenses à engager pour l'ensemble des travaux sont évalués à 84,M aux prix de novembre 1944 et à 404 M après réévaluation en février 1948.

Les installations intéressant le public correspondent sensiblement à celles prévues en 1939, la Municipalité et la Chambre de Commerce de QUIMPER ont accepté de prendre à leur charge les dépenses correspondant aux prévisions de 1939 majorées selon l'augmentation des prix survenue depuis cette date.

La répartition des dépenses entre la Ville, la Chambre de Commerce et la S.N.C.F. se présente comme suit :

Ville de QUIMPER	- Subvention non remboursable	
	par surtaxes .....	1,1 M
Chambre de Commerce	( Emprunt gagé par surtaxes 91 M )	
	( Allocation remboursable	( 111,4 M
	( par surtaxes ..... 20,4M)	
S.N.C.F.	- Travaux complémentaires .....	291,5 M

Il est proposé à Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de vouloir bien approuver le présent projet.

LE DIRECTEUR  
Chef du Service technique  
des Installations fixes

*Révis*

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 6 novembre 1941

C O P I E

Modification et extension  
des aménagements G.V. et P.V.  
de la gare de Quimper

Veg 834.684-2  
23

Monsieur le Ministre,

Par décision du 5 décembre 1940, vous avez approuvé le projet relatif à la modification et à l'extension des aménagements G.V. et P.V. de la gare de Quimper, établi en harmonie avec celui étudié par le Service des Ponts et Chaussées du Département du Finistère pour la création d'une gare routière.

Ce dernier projet comporte également l'élargissement et la déviation de la Route Nationale n° 165 afin de faciliter la desserte de la gare routière dont l'établissement, l'exploitation et l'entretien seront assurés par le Département du Finistère, conformément aux accords intervenus lors de votre visite à Quimper le 11 décembre 1940.

Les travaux, actuellement en cours, nécessitent dès maintenant la mise à disposition de l'Etat (Routes Nationales), du Département et de la Ville de Quimper d'une surface totale de 8805,86 m<sup>2</sup> du chemin de fer constitués, pour la plus grande partie, par le jardin de notre gare.

L'extrait du plan parcellaire ci-joint, établi d'accord avec les intéressés, indique, par des teintes différentes, les terrains qui sont à transférer :

- d'une part, au domaine public de l'Etat (Routes Nationales) pour l'élargissement et la déviation de la Route Nationale n°165 (surface : 3605,13 m<sup>2</sup>) ;

- d'autre part, au domaine public du Département du Finistère pour la gare routière proprement dite (surface : 5005,71 m<sup>2</sup>) ;

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
Direction Générale des Transports - Service Technique -  
5ème Bureau - PARIS -



- enfin, au domaine public de la voirie urbaine de la Commune de Quimper (surface : 195,02 m<sup>2</sup>).

Ces terrains ne comprennent pas ceux de la cour des voyageurs, qui feront l'objet de propositions séparées en temps utile, leur remise nécessitant, en effet, un accord entre les communes de Quimper et de Ergue-Armel.

Nous vous serions obligés de vouloir bien approuver les différents transferts ci-dessus indiqués, étant entendu qu'un bornage contradictoire fixant les limites définitives du chemin de fer sera établi, après achèvement des travaux, entre les Représentants de l'Etat (Routes Nationales), du Département, de la Ville de Quimper, de la S.N.C.F. et du Service Technique des Transports.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,  
Signé : FOURNIER.

Le Président  
du Conseil d'Administration

C O P I E

5042 - 33

Ligne de Savcnay à Landerneau

Paris, le 12 septembre 1941.

Gare de Quimper

Modification et extension des  
aménagement G.V. et P.V.

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre dépêche Ouest 321 - 4 du 5 décembre 1940 relative au projet de modification et d'extension des aménagements G.V. et P.V. de la gare de Quimper et demandant qu'une nouvelle combinaison financière vous soit soumise pour le paiement de la dépense, je vous ai fait connaître, par lettre D.5042/33 du 10 mai 1941, que, compte tenu de quelques retouches apportées au point de vue technique aux dispositions déjà approuvées, la répartition des dépenses pourrait être la suivante :

- Chambre de Commerce :

Emprunt amortissable par surtaxes .....	5.503.600
Subvention remboursable par surtaxes .....	120.000

- Ville de Quimper :

Subvention non remboursable .....	320.000
-----------------------------------	---------

- S.N.C.F. :

Travaux complémentaires .....	1.218.400
	7.162.000

Je vous ai proposé d'imputer la dépense de 1.218.400 nous incombant à notre compte de travaux complémentaires de 1941, l'excédent, par rapport aux 0,5 M. prévus à l'origine, devant être prélevé sur le crédit "Divers et Imprévus".

Quant à la combinaison financière destinée à assurer l'amortissement de l'emprunt à contracter par la Chambre de Commerce, il ne nous était pas apparu nécessaire de la modifier, étant donné la réduction de 5 à 3% du taux d'emprunt du fait de

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications - Direction Générale  
..... des Transports - Service Technique - 5ème Bureau -

l'admission des travaux au bénéfice de la loi du 11 octobre 1940 et du rendement à attendre des surtaxes.

Mais, entre temps, nos services locaux avaient cru devoir poursuivre avec la ville et la Chambre de Commerce de Quimper des négociations tendant à l'amélioration de cette combinaison. Ces négociations ont, en réalité, amené la ville de Quimper à prendre, le 13 mai 1941, une délibération ramenant les bases de perception des surtaxes.

La situation ayant ainsi évolué et cette dernière délibération présentant, en outre, l'avantage de se trouver exactement adaptée aux conditions nouvelles de réalisation des travaux (montant et répartition des travaux, montant et taux d'emprunt, marge de sécurité normale à obtenir), nous avons pensé qu'en définitive il serait préférable, nonobstant notre lettre du 10 mai, de poursuivre la mise au point ainsi amorcée des modalités de couverture de la dépense.

Après délibération en date du 17 juin 1941 de la Chambre de Commerce de Quimper, une nouvelle combinaison financière a donc été élaborée.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous adresser ci-joint, en 5 exemplaires, un nouveau dossier destiné à être substitué à celui que je vous avais préalablement transmis et comprenant :

- une copie des délibérations des 13 mai et 17 juin 1941 de la Chambre de Commerce et de la Ville de Quimper;
- une nouvelle note sur les surtaxes donnant le programme de celles qui sont désormais envisagées ainsi que le rendement à en attendre;
- l'affiche qui a été apposée dans la gare de Quimper le 28 juin 1941 en vue de porter le nouveau programme de surtaxes à la connaissance du public.

La Chambre de Commerce et la Ville de Quimper ont approuvé, d'une part, la nouvelle répartition des dépenses du projet, d'autre part, le relèvement à 0 fr.50 des surtaxes qui frappent les billets voyageurs d'un montant inférieur à 10 fr, enfin l'application aux transports marchandises d'une surtaxe uniforme fonction du seul prix de transport. Cette formule a l'avantage d'être très simple et a déjà été adoptée pour les projets analogues de Nantes et d'Angers.

Ainsi que l'établit la note visée ci-dessus, l'amortissement de l'emprunt de 5.503.600 fr. à contracter par la Chambre de Commerce de Quimper, ainsi que le remboursement sans intérêt de son allocation de 120.000 fr, seront convenablement assurés, la marge de sécurité escomptée étant de l'ordre de 25%.



L'Administration supérieure ayant admis pour les projets similaires d'une certaine importance (Nantes, Paris-Montparnasse, Cherbourg-Maritime, etc....) que le fonds de réserve soit de l'ordre de 5% de la somme à emprunter, nous avons également fait état, en l'espèce, de ce taux de 5%.

Je vous serais obligé, Monsieur le Ministre, de bien vouloir tenir compte de ces nouvelles modalités dans le décret à intervenir pour l'approbation des dispositions de financement du projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

LE PRESIDENT du CONSEIL D'ADMINISTRATION,

signé: FOURNIER.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---:---:---:---:---:---:---:---

Paris, le 10 mai 1941

Le Président  
du Conseil d'Administration

C O P I E

5042/33

Monsieur le Ministre,

Par dépêche Ouest 321-4 du 5 décembre 1940, vous avez approuvé; au point de vue technique, le projet présenté par la S.N.C.F. en juillet 1939, en vue de l'amélioration des aménagements de la gare de Quimper.

Vous avez, d'autre part, décidé d'appliquer aux estimations une majoration de 20 %, tenant compte de la hausse des prix, ce qui porte les participations :

- pour la Chambre de Commerce de 4.587.000 à 5.623.600<sup>f</sup>
- pour la Ville de..... 266.000 à 320.000<sup>f</sup>
- pour la S.N.C.F. de..... 477.000 à 572.000<sup>f</sup>

Total..... 6.515.600<sup>f</sup>

Vous nous demandez de présenter à votre approbation une nouvelle combinaison financière pour le paiement de la dépense et, le cas échéant, de nouvelles propositions de surtaxes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'un nouvel examen du projet nous a montré la nécessité d'y ajouter les quelques retouches suivantes, d'accord avec la Ville et le Département :

- maintien du buffet dont la suppression envisagée avait motivé de nombreuses réclamations que vous nous avez transmises,

- construction d'un bâtiment annexe, en bordure de la cour pour le cabinet médical, les bureaux de la voie et le correspondant, le Département demandant à utiliser pour sa gare routière une partie des locaux du B.V. dont il payerait la location.

....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
Direction Générale des Transports - Service Technique - 5<sup>e</sup> Bureau - PARIS -

Le montant total de la dépense serait ainsi porté de 6.516 M. à 7,162 M.

Mais, étant donné l'intérêt que présentent les travaux pour la S.N.C.F., nous serions disposés à augmenter notre participation et la répartition des dépenses pourrait être la suivante, les participations des Collectivités restant celles fixées par votre décision :

- Chambre de Commerce

Emprunt amortissable par surtaxes.....	5.503.000 <sup>f</sup>
Subvention remboursable par surtaxe.....	120.000

- Ville de Quimper

Subvention non remboursable .....	320.000
-----------------------------------	---------

- S.N.C.F.

Travaux complémentaires.....	1.218.400
------------------------------	-----------

---

7.162.000<sup>f</sup>

La dépense de 1.218.000<sup>f</sup> nous incombant serait imputée à notre compte de Travaux Complémentaires de 1941, l'excédent par rapport aux 0,5 M. prévus devant être prélevé sur le crédit "Divers et Imprévus".

Quant à la combinaison financière destinée à assurer l'amortissement de l'emprunt à contracter par la Chambre de Commerce, il ne nous apparaît pas qu'il y ait lieu de la modifier.

En 1939, en effet, nous avions tablé sur un taux d'intérêt de 5 %. Mais depuis lors les travaux ont été admis au bénéfice de la loi du 11 octobre 1940 sur les prêts aux Collectivités pour la lutte contre le chômage. Le taux de l'emprunt sera, de ce fait, ramené à 3 %. l'annuité correspondante étant de 272.500 fr.

Dans ces conditions, l'amortissement restera assuré par le programme de surtaxes ayant fait l'objet des délibérations de la Chambre de Commerce et du Conseil Municipal des 14 janvier et 2 février 1939, le rendement escompté de ce programme, même après la réduction de certaines des surtaxes acceptées par votre lettre du 23 novembre 1940, étant de 320.000 fr.

Je vous serai obligé de bien vouloir donner votre approbation à ces nouvelles dispositions.

Veillez agréer,.....

Le Président du Conseil d'Administration,  
signé : FOURNIER.



SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS

-----  
Direction Générale  
des Transports

-----  
Service Technique

-----  
5ème Bureau

-----  
Région Ouest

-----  
Gare de Quimper

-----  
Aménagement de la gare

-----  
Ouest 321-4

C O P I E

Paris, le 5 décembre 1940

LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le Président du Conseil d'Adminis-  
tration de la Société Nationale des  
Chemins de fer.

Vous avez soumis à mon approbation, le 8 juillet 1939, un avant-projet relatif à la modification et à l'extension des aménagements G.V. et P.V. de la gare de Quimper, établi en liaison avec le projet étudié par le Service des Ponts-et-Chaussées du Département du Finistère, pour la création d'une gare routière.

Cet avant-projet comportait une dépense totale de 5.430.000 fr ainsi répartie :

- à la charge de la Chambre de Commerce de Quimper :

a) Emprunt amortissable par surtaxes .....	4.587.000 fr.
b) Subvention remboursable sans intérêt par surtaxes .....	100.000 fr

- à la charge de la Ville de Quimper :

Subvention non remboursable .....	266.000 fr
-----------------------------------	------------

- à la charge de la S.N.C.F.....	477.000 fr
----------------------------------	------------

En raison de la hausse des prix, les dépenses doivent être majorées de 20 %. Par ailleurs, les travaux en question ont été admis, par décision du 23 novembre 1940 du Ministre de la Production Industrielle et du Travail, au bénéfice de la loi du 11 octobre 1940 sur les prêts aux collectivités pour la lutte contre le chômage.

.....

En conséquence, la Chambre de Commerce de Quimper a été autorisée, pour leur exécution, à conclure un emprunt de 5.623.600 fr et la ville de Quimper un emprunt de 320.000 fr dans les conditions fixées par la circulaire du Ministre des Finances du 20 novembre 1940.

Après examen par le Service Technique des Transports, j'approuve, au point de vue technique, l'avant-projet présenté le 8 juillet 1939, et je vous prie de prendre toutes les mesures nécessaires pour commencer immédiatement les travaux.

Je vous invite, d'autre part, à présenter à mon approbation une nouvelle combinaison financière pour le paiement de la dépense et, le cas échéant, de nouvelles propositions de surtaxes locales temporaires.

Pour le Secrétaire d'Etat  
et par autorisation,  
Le Conseiller d'Etat,  
Directeur Général des Chemins  
de fer et des Transports,

Signé : René CLAUDON.